

(N° 148)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 FÉVRIER 1923.

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi, que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, supprime la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction établie par le Code pénal militaire. Il y substitue celle de l'emprisonnement militaire.

Appelé *militaire* pour marquer qu'il s'applique aux seules infractions militaires actuellement punies de la correction, cet emprisonnement sera subi sous le même régime que l'emprisonnement correctionnel, dans les prisons déterminées par le Gouvernement (art. 9 du Code pénal militaire, modifié par l'art. 1^{er} du projet).

L'incorporation dans une compagnie de correction fut créée par le Code pénal militaire du 27 mai 1870.

Les compagnies de discipline existaient depuis l'arrêté du 8 juin 1832 qui en avait décidé l'organisation, en les réservant aux soldats dont il fallait réprimer, non des délits justiciables du conseil de guerre, mais la mauvaise conduite. L'incorporation dans ces compagnies avait un caractère purement disciplinaire; elle était ordonnée par le Ministre de la Guerre.

La peine militaire ordinaire était, à cette époque, l'emprisonnement, sous le nom d'arrêts ou de détention. La détention était prévue notamment pour la désertion, la vente d'effets et l'insubordination.

La prodigalité de l'emprisonnement, comme moyen de répression des infractions militaires, était considérée comme un vice radical de la législation militaire du 15 mars 1815.

« L'emprisonnement appelé détention, produisait un effet déplorable sur les » soldats. Ceux qui en étaient frappés étaient envoyés à la prison de Vilvorde ou » à la maison pénitentiaire de Saint-Hubert. Ils y vivaient dans l'oisiveté, se » désaccoutumaient de la discipline militaire et étaient bientôt perdus pour

» l'armée. La singularité de ce régime était telle, que les mauvais soldats
 » commettaient des délits et se faisaient condamnés à la peine de la détention,
 » afin de ne pas être envoyés, pour une faute légère, dans une compagnie de
 » discipline où de rigoureux exercices leur étaient imposés. Aussi, certaines
 » infractions, surtout la désertion, étaient-elles devenues la plaie de l'armée. »
 (MOREAU et DEJONGH, *Code pénal militaire*. Introduction, p. viii, dernier
 alinéa.)

Un projet déposé par le Gouvernement le 28 novembre 1843 (*Doc. parl.* de 1843-1844, tome II, n° 27) et qui ne fut pas discuté par suite de la dissolution de la Chambre, puis un second projet déposé le 15 janvier 1850 (*Ann. parl.* 1849-1850, pp. 445, 492 et suiv.); rapport de la Section centrale (*Doc. parl.* de 1853-1854, pp. 1522 et suiv.), tendaient à remédier partiellement à cette situation.

Le 19 janvier 1869 fut présenté par le Gouvernement un projet de révision complète qui aboutit au Code pénal actuel. Celui-ci introduisait dans la législation la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction, dont l'expérience, disait l'exposé des motifs, avait fait reconnaître l'efficacité. « En effet, les
 » plus mauvais sujets redoutent la division de discipline et bravent l'emprison-
 » nement. On en a vu qui, incorporés dans cette division, commettaient des
 » délits pour en sortir. » On y voyait aussi une peine plus militaire que l'emprisonnement et moins dangereuse pour la moralité des condamnés.

On espérait que « commandé par des officiers et des sous-officiers d'élite, se
 » trouvant sans cesse sous l'œil vigilant de ces chefs, astreints à un service plus
 » dur, plus contenu que celui de leur corps, ils sortiraient de cette compagnie
 » de punition mieux formés pour la vie militaire qu'ils ne l'étaient en y entrant ».

On proclamait à l'envi que cette peine était une des plus heureuses innovation du Code pénal militaire.

L'expérience apprit que le régime nouveau n'allait pas sans de graves inconvénients.

Le 22 avril 1904, M. Vandervelde déposait à la Chambre une proposition de loi tendant à remplacer la peine dont il s'agit par l'emprisonnement (session 1903-1904, document n° 114). Les développements en exposaient les critiques adressées par l'auteur à l'institution reconnue.

Certaines de ces critiques étaient reconnues fondées par des personnes bien placées pour juger le régime : dans un rapport en date du 23 janvier 1904, M. l'Auditeur général baron Durutte exprimait l'avis que le corps de correction établi à Vilvorde était une institution mauvaise et qui n'avait nullement répondu au but que lui avaient assigné ceux qui l'avaient établi.

M. Durutte signalait comme le vice principal de l'organisation, qu'il se forme nécessairement à la correction un fond d'incorrigibles dont il est presque impossible de se débarrasser et qui deviennent un élément de désordre et de corruption, tant à la correction qu'au régiment dans lequel ils sont versés à l'expiration de la peine.

Il en signalait un autre vice fondamental : « L'organisation militaire de la

» surveillance des détenus a pour conséquence que tout acte d'impatience ou de
» désobéissance, fréquent dans toute prison, revêt chez le correctionnaire un
» caractère de gravité pénale, l'expose à de nouvelles poursuites et la prolonga-
» tion indéfinie de son séjour à la correction; il en résulte qu'il devient impos-
» sible de se débarrasser d'une façon définitive des éléments les plus mauvais et
» que ceux-ci de leur côté, voyant leur peine se renouveler à chaque nouvelle
» incartade, finissent par se révolter; ou bien, sans espoir de sortir définitive-
» ment de la correction, ils cherchent par divers moyens à adoucir ou à varier
» leur régime et commettent quantité de délits de peu d'importance (bris de
» clôture ou d'objets mobiliers) dans le but unique de quitter momentanément
» la correction pour habiter la prison. »

L'auditeur général concluait à la suppression de la correction.

Il ne tarda pas à s'effrayer du radicalisme de ses conclusions.

C'est qu'il appréhendait que, la prison étant moins redoutée que la correction, le résultat de la réforme serait l'augmentation du nombre des condamnés, l'encombrement des prisons civiles.

Les chiffres semblaient d'ailleurs donner quelque fondement à ces appréhensions : Au moment de sa création, le corps de discipline et de correction a incorporé 1,200 soldats condamnés venant de différentes prisons du pays. Ce nombre de correctionnaires s'est à peu près maintenu pendant plusieurs années, puis est allé en décroissant; l'effectif moyen est actuellement de 350 à 400.

Mais il convient de rappeler que, d'après les déclarations des auteurs du Code pénal du 27 mai 1870, des militaires commettaient des délits pour se faire condamner à l'emprisonnement en vue d'échapper à la compagnie de discipline. Il fallait donc que le régime des compagnies de discipline fût bien terrible et celui de la prison bien peu redoutable. Cet emprisonnement était d'ailleurs presque toujours subi en commun.

Il est permis de croire que sous le régime cellulaire aujourd'hui généralisé, l'emprisonnement ne serait pas préféré à la compagnie de discipline. S'il l'était, n'est-ce pas le régime de la compagnie de discipline qui devrait être lui-même réformé?

Les inconvénients de la peine d'incorporation s'aggravent actuellement de ce qu'il n'existe aucun établissement convenable pour son exécution,

Cette peine doit être subie en cellule en dehors des exercices et du travail en commun.

Or, l'ancien établissement cellulaire de Vilvorde, où la peine était subie jusqu'en 1914, est devenu impropre à cet usage, et il n'existe aucun autre établissement qui puisse convenir.

Les compagnies de correction se trouvent depuis 1914 à Diest dans une caserne.

Les condamnés y vivent complètement en commun. Les hommes logent dans des chambrées. Il est impossible de placer parmi eux un gradé en permanence. Force est donc de se borner à faire des rondes. La surveillance ne pouvant être constante, les condamnés se trouvent à certains moments dans une entière liberté de contact dont ne peuvent résulter que des conséquences déplorables.

Des correspondances, de la cocaïne, saisies sur des correctionnaires, témoignent de la profonde immoralité qui règne parmi eux.

Cette situation ne date pas d'aujourd'hui. Elle avait déjà retenu l'attention de la Chambre en 1914 et déterminé M. de Broqueville, alors Ministre de la Guerre, à annoncer comme prochain le dépôt d'un projet de loi supprimant les compagnies de correction.

Il n'est pas sans intérêt de signaler l'économie qui résultera de la réforme. Celle-ci rendra à l'armée un officier supérieur, une vingtaine d'officiers subalternes et une soixantaine de sous-officiers et gradés. Elle rendra disponible la caserne de Diest.

Le minimum de l'emprisonnement militaire sera d'un mois, le maximum de trois ans (art. 9 du Code pénal militaire, modifié par l'art. 1^{er} du projet).

Le projet détermine pour chaque infraction punie de cette peine le minimum et le maximum applicables.

Comme l'incorporation dans une compagnie de correction, l'emprisonnement militaire emporte pour les sous-officiers, brigadiers ou caporaux, la privation de leurs grades (art. 9).

En cas de circonstances atténuantes, il sera remplacé par des peines disciplinaires qui pourront être portées au double du maximum prévu par le règlement de discipline (art. 59, alinéa dernier).

Le Code pénal militaire punit certaines infractions à la fois de l'emprisonnement et de l'incorporation dans une compagnie de correction (art. 23, alinéa 2; 28, alinéa 2; 33, alinéa 2; 50).

Le législateur tenait à soumettre le condamné sorti de prison au régime militaire de la correction avant sa rentrée au régiment.

Il n'existe au contraire aucun motif de prononcer pour la même infraction une double peine d'emprisonnement et d'emprisonnement militaire, celui-ci ne se distinguant pas dans son exécution de celui-là.

Ce point admis, les modifications apportées par l'article premier du projet aux articles 11, 12, 23, alinéa 2; 28, alinéa 2; 33, alinéa 2; 37 et 50 du Code pénal militaire se comprennent sans autres commentaires.

L'article 59 du Code pénal militaire dispose qu'en cas de circonstances atténuantes, la dégradation militaire sera remplacée par la destitution, si le coupable est officier; par l'incorporation dans une compagnie de correction, s'il est d'un rang inférieur.

Le projet se borne à supprimer le second terme de la disposition sans le remplacer par une disposition portant que la dégradation sera remplacée par l'emprisonnement militaire, si le coupable n'est pas officier.

La dégradation n'est jamais qu'une peine accessoire. Si la peine principale est criminelle, la peine accessoire de la dégradation sera prononcée ou pourra l'être conformément à l'article 3 du Code; il ne saurait être question de joindre à cette peine criminelle la peine correctionnelle de l'emprisonnement militaire.

Si la peine principale est l'emprisonnement correctionnel, on n'y peut davantage ajouter l'emprisonnement militaire, car nous avons admis que pareil cumul n'aurait aucune raison d'être.

La dégradation ne sera donc remplacée en cas de circonstances atténuantes par aucune autre peine pour le non-officier.

L'abrogation des articles 10 et 14 du Code pénal militaire, proposée par l'article 2 du projet, n'a pas besoin de commentaires.

Le même article abroge également l'article 60 du Code pénal militaire. Si l'on ne peut appliquer la correction à une personne qui ne fait pas partie de l'armée, il n'y a aucun motif de ne pas exécuter contre elle l'emprisonnement militaire, qui, en fait, ne se distingue en rien de l'emprisonnement correctionnel.

Les articles 3 à 6 du projet apportent à la législation les modifications nécessaires pour permettre d'appliquer à la nouvelle peine la libération et la condamnation conditionnelles.

L'article 7 modifie l'article 21, 8°, des lois électorales des 12 avril 1894 et 28 juin 1894.

Une disposition finale règle le sort des militaires qui, condamnés à l'incorporation dans une compagnie de correction, avant l'entrée en vigueur de la loi, ont à subir encore toute ou partie de cette peine.

Le Ministre de la Défense Nationale,

ALBERT DEVÈZE.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 FEBRUARI 1923.

**Wetsontwerp ter afschaffing van de straf van inlijving in eene boetcompagnie,
en waarbij zij door militaire gevangenisstraf wordt vervangen.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat wij de eer hebben aan uwe beraadslagingen voor te leggen, schaft de bij het militair strafwetboek ingevoerde straf van inlijving bij eene boetcompagnie af. Het vervangt ze door militaire gevangenisstraf.

Deze gevangenisstraf wordt « militaire » geheeten, om te beduiden dat zij alleen toepasselijk is op de militaire misdrijven, die thans met correctie-straf worden beteugeld. Die gevangenisstraf moet, onder het zelfde stelsel als de boetstraffelijke gevangenisstraf, geboet worden in de door de Regeering aangewezen gevangenissen (artikel 9 van het militair strafwetboek, gewijzigd bij artikel 4 van het ontwerp).

De inlijving bij eene boetcompagnie werd door het militair strafwetboek van 27^e Mei 1870 ingevoerd.

De tuchtcompagnies bestonden sinds het besluit van 8^e Juni 1832, dat tot de inrichting ervan had besloten, voor de soldaten die niet moesten terechstaan voor tot de bevoegdheid van den Krijgsraad behorende misdrijven, maar wier slecht gedrag moest beteugeld worden. De inlijving bij deze compagnies was een loutere tuchtmaatregel; zij geschiedde op bevel van den Minister van Oorlog.

Toenmaals bestond de gewone militaire straf in gevangenzitting, onder de benaming van arrest of hechtenis. Voor desertie, verkoop van kleergoed, en weerspannigheid was er namelijk hechtenisstraf voorzien.

De buitenmatige toepassing van gevangenisstraffen als beteugelingsmiddel voor militaire misdrijven, werd als een hoofdgebrek der militaire wetgeving van 15^e Maart 1815 beschouwd.

« De gevangenisstraf, hechtenis geheeten, oefende een betreurenswaardigen » invloed op de soldaten. Zij die deze straf opliepen, werden naar het gevang,

» te Vilvoorde, of naar het verbeterhuis, te Sint-Hubert, gezonden. Zij leefden er » in ledigheid, ontwenden zich aan de militaire tucht en geraakten weldra voor » het leger verloren. Dit stelsel was zóó zonderling dat de slechte soldaten een » misdrijf pleegden en zich tot hechtenisstraf lieten veroordeelen, om maar niet, » wegens een licht vergrijp, naar eene tuchtcompagnie te worden gezonden, waar » zij streng werden geoefend. Ook waren sommige misdrijven, vooral desertie, » de plaag van het leger geworden. » (MOREAU en DEJONGH, *Militair Strafwetboek*, inleiding, blz. 8, laatste lid.)

Een den 28^{en} November 1843, door de Regeering ingediend ontwerp (Parlementaire bescheiden van 1843-1844, tweede boekdeel, n^o 27) en dat, ten gevolge van de ontbinding der Kamer niet werd besproken; daarna een tweede, den 15^{en} Januari 1850 ingediend ontwerp (Parlementaire bescheiden 1849-1850, blz. 445, 492 en volgende; verslag Middenafdeeling, bescheiden van 1853-1854, blz. 1522 en volgende) wilden dezen toestand gedeeltelijk verhelpen.

Den 19^{en} Januari 1869 diende de Regeering een volledig herzieningsontwerp in, dat tot het huidig militair Strafwetboek leidde, waarbij de straf van inlijving bij eene boetcompagnie in de wetgeving werd ingevoerd. De doeltreffendheid van deze straf, zoo luidde de Memorie van Toelichting, was uit de ervaring gebleken.

« Inderdaad, de slechtste soldaten vreezen de tuchtafdeeling en trotseeren de » gevangenisstraf. Men heeft er gezien die, bij bedoelde afdeeling ingelijfd » zijnde, misdrijven pleegden om er uit te geraken. » Men aanzag het ook als eene meer militaire straf dan gevangenzitting, en tevens zoo gevaarlijk niet voor de zedelijkheid der veroordeelden.

« Men hoopte dat de boetelingen, onder het bevel van keurofficieren en » -onderofficieren, steeds onder het waakzaam oog dezer oversten, tot een » zwaarder en meer drukkenden dienst dan bij hun korps gedwongen, beter » geschikt tot het militair leven uit deze strafcompagnie zouden terugkeeren, » dan wanneer zij er bij waren gekomen. »

Men beweerde om strijd dat deze straf eene der beste nieuwigheden van het militair strafwetboek was.

De ervaring leerde dat het nieuw stelsel niet vrij was van erge bezwaren.

Den 22^{en} April 1904 diende de Heer Vandervelde bij de Kamer een wetsvoorstel in om bedoelde straf door gevangenisstraf te vervangen (Zittijd 1903-1904, bescheid N^o 114). Bij de ontwikkeling van zijn voorstel deed de Heer Vandervelde zijne critieken van de instelling uitschijnen.

Sommige van die critieken werden gegrond bevonden door personen, die goed geplaatst waren om het stelsel te beoordeelen; in een verslag, onder datum van 23^{en} Januari 1904, opperde de Heer Auditeur-generaal, baron Durutte, de meening dat het correctiekorps, te Vilvoorde, eene slechte instelling was, die geenszins aan de bedoeling der stichters had beantwoord.

De Heer Durutte wees op het voornaamste gebrek der inrichting, te weten, dat er onvermijdelijk bij het correctie-korps, een onderlaag van onverbeterlijken

moest ontstaan, van wie men zich haast onmogelijk kon ontmaken, en die, zoowel in het verbeterhuis als later, bij het regiment, na verloop van hunne straf, een element van wanorde en bederf moesten worden.

Hij wees nog op een ander hoofdzakelijk gebrek :

« De militaire inrichting van het toezicht over de gevangenen heeft voor » gevolg dat elke daad van ongeduld of ongehoorzaamheid, menigvuldig in alle » gevangenissen, voor den boeteling zware strafrechtelijke gevolgen nasleept, » hem aan nieuwe vervolgingen en eidelooze verlenging van opsluiting in het » verbeterhuis blootstelt; daarmede volgt dat het onmogelijk wordt voor goed » van de slechtste elementen af te geraken, en dat deze, langs hunnen kant, ten » langen laatste in opstand komen, vermits zij bij elke dwaasheid eene nieuwe » straf oploopen; ofwel, geen einde ziende aan hun verblijf in het verbeterhuis, » zoeken zij door allerlei middelen hun regime te verzachten of te veranderen, » en plegen zij tal van kleine misdrijven (verbrijzeling van afsluiting of van » roerende voorwerpen) alleen om maar tijdelijk van het verbeterhuis naar het » gevang te kunnen overgaan. »

De Auditeur-generaal besloot tot de afschaffing van de correctie.

Maar weldra schrikte hij terug voor den radicalen aard zijner besluitselen.

Omdat hij vreesde dat de hervorming aanleiding zou geven tot aangroeiing van het aantal veroordeelden, en de burgerlijke gevangenissen overbevolkt zouden geraken, vermits het gevang zooveel schrik niet inboezemde als de correctie.

Deze vrees scheen trouwens, aan de hand van cijfers, eenigzins gegrond : op 't oogenblik zijner stichting werden er bij het tucht- en boetkorps 1,200 soldaten uit verschillende gevangenissen van het land ingelijfd. Dit aantal boetelingen is verscheidene jaren lang nagenoeg onveranderd gebleven, en dan trapsgewijs afgenomen; thans bedraagt de getalsterkte gemiddeld 350 tot 400 man.

Maar hier dient er aan herinnerd dat militairen, volgens de verklaringen der uitwerkers van het strafwetboek van 27 Mei 1870, misdrijven pleegden om tot gevangenisstraf veroordeeld te worden, om aldus aan de tuchtcompagnie te ontsnappen. Het regime der tuchtcompagnies moest dus meer vrees inboezemen dan de gevangenis. Deze gevangenisstraf werd trouwens haast altijd gemeenschappelijk geboet.

Men mag denken dat de gevangenisstraf, onder het thans veralgemeend stelsel van afzonderlijke opsluiting, niet boven de tuchtcompagnie zou verkozen worden. En ware het zoo, moest dan het stelsel zelf der tuchtcompagnie niet hervormd worden?

Voor 't oogenblik zijn de bezwaren tegen de inlijvingsstraf nog ernstiger geworden, want er bestaat geen enkele behoorlijke inrichting waar die straf kan geboet worden.

Zij moet in de cel, buiten de gemeenschappelijke oefeningen en het gemeenschappelijke oefeningen en het gemeenschappelijk werk, geboet worden.

Nu, het oud cellulair huis te Vilvoorde, waar de straf tot in 1914 werd ondergaan, is daartoe ongeschikt geworden, en er is geen ander gebouw dat er zou kunnen voor dienen.

Sedert 1914 liggen de boetcompagnies in een kazerne te Diest. De veroordeelden leven er heelemaal ondereen. De mannen verblijven in kamers. Het is onmogelijk de gestraften gestadig onder het toezicht van een gegradeerde te houden. Men moet zich derhalve wel bij rondes bepalen. Daar het toezicht alzoo niet gestadig kan uitgeoefend worden, kunnen de veroordeelden, op sommige oogenblikken, in volle vrijheid met elkaar omgaan, wat niets anders dan betreurenswaardige gevolgen kan naslepen. Brieven en cocaïne, op boetelingen gevonden, bewijzen hoe diep de zedeloosheid onder hen woekt.

Deze toestand heerscht reeds geruimen tijd. In 1914 had hij reeds de aandacht der Kamers beziggehouden, en den heer de Broqueville, destijds Minister van Oorlog, er toe genoopt te verklaren dat hij weldra een wetsontwerp ter afschaffing van de boetcompagnies zou indienen.

Het is niet van belang ontbloot te wijzen op de bezuiniging die uit de hervorming zal volgen. Daardoor zullen één hooger officier, een twintigtal lager officieren en een zestigtal onderofficieren en gegradeerden bij het leger terugkeeren. De kazerne van Diest komt ledig.

De lichtste militaire gevangenisstraf zal ééne maand bedragen; de zwaarste, drie jaar (art. 9 van het Militair Strafwetboek, gewijzigd bij art. 1 van het ontwerp).

Voor elk misdrijf dat met deze straf beteugeld wordt, bepaalt het ontwerp het toepasselijk minimum en maximum.

Zooals de inlijving bij eene boetcompagnie, heeft de militaire gevangenisstraf voor de onderofficieren, brigadiers of korporaal de berooving van hunnen graad ten gevolge (art. 9).

In geval van verzachtende omstandigheden, zal ze vervangen worden door tuchtstraffen, waarvan het bij het tuchtreglement voorzien maximum kan verdubbeld worden (art. 59, laatste lid).

Het Militair Strafwetboek straft sommige misdrijven tegelijk met gevangenis en inlijving bij eene boetcompagnie (art. 23, 2^e lid; 28, 2^e lid; 33, 2^e lid; 50).

De wetgever hield eraan den uit de gevangenis ontslagen veroordeelde, alvorens hem naar zijn regiment terug te zenden, aan het regime der correctie te onderwerpen.

Er is, integendeel, geen enkele reden om voor hetzelfde misdrijf een dubbele straf van gevangenis en militaire gevangenis uit te spreken, daar er tusschen beide geen verschil van uitvoering is.

Dit punt aangenomen zijnde, hoeven de wijzigingen niet toegelicht welke het eerste artikel van het ontwerp toebrengt aan artikelen 11, 12, 23, 2^e lid; 28, 2^e lid; 33, 2^e lid; 37 en 50 van het militair strafwetboek.

Artikel 59 van het militair strafwetboek beschikt dat de militaire afstraffing, in geval van verzachtende omstandigheden, wordt vervangen door afzetting, indien de schuldige officier is; door inlijving in eene boetcompagnie, indien hij van lagere rang is.

Het ontwerp bepaalt er zich bij den tweeden term der beschikking in te trekken, zonder hem te vervangen door eene beschikking luidens dewelke de afstraffing zal vervangen worden door militaire gevangenisstraf, indien de schuldige geen officier is.

De afstraffing is altijd maar eene bijkomende straf. Is de hoofdstraf lijfstraffelijk, dan wordt de bijkomende straf van afstraffing uitgesproken of kan zij uitgesproken worden, overeenkomstig artikel 3 van het wetboek; er kan dus geen spraak van zijn de boetstraf van militaire gevangenis bij deze lijfstraf te voegen.

Bestaat de hoofdstraf in boetstraffelijke gevangenzitting, dan ook kan de militaire gevangenisstraf er niet bijgevoegd worden, want wij hebben aangenomen dat dergelijke samenvoeging geen reden van bestaan kon hebben.

In geval van verzachtende omstandigheden zal de afstraffing, voor de niet-officiëren, dus door geene enkele andere straf vervangen worden.

De bij artikel 2 van het ontwerp voorgestelde intrekking van artikelen 10 en 14 van het militair strafwetboek, behoeft geene opheldering.

Bij hetzelfde artikel wordt ook artikel 60 van het militair strafwetboek ingetrokken. Dewijl er geene correctie-straf kan toegepast worden op eenen persoon die niet tot het leger behoort, bestaat er geen enkele reden om dien persoon geene militaire gevangenisstraf op te leggen, want deze is feitelijk dezelfde als de boetstraffelijke gevangenis.

Bij artikelen 3 tot 6 van het ontwerp worden aan de wetgeving de noodige wijzigingen toegebracht om de voorwaardelijke invrijheidstelling en de voorwaardelijke veroordeeling op de nieuwe straf te kunnen toepassen.

Artikel 7 wijzigt artikel 21, 8^o, der kieswetten van 12 April 1894 en 28 Juni 1894.

Eene eindbepaling regelt het lot der militairen die, vóór de invoering van de wet, tot inlijving bij eene boetcompagnie werden veroordeeld, en deze straf nog geheel of gedeeltelijk moeten boeten.

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.

(6)

ANNEXE AU N° 148.

Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de la Justice, de la Défense Nationale et de l'Intérieur et de l'Hygiène,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté par Nos Ministres de la Justice, de la Défense Nationale et de l'Intérieur et de l'Hygiène, en Notre nom, aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 1, 8, 9, 11, 12, 13, 23, 24, 25, 26, 28, 30, 33, 34, 37, 42, 46, 47, 50, 56, 58^{bis}, alinéa premier, et 59 du Code pénal militaire du 27 mai 1870, sont remplacés par les dispositions ci-après :

« ARTICLE PREMIER. — Les peines militaires sont :

» En matière criminelle : la mort par les armes ;

BIJLAGE VAN N° 148.

Wetsontwerp ter afschaffing van de straf van inlijving in eene boet-compagnie, en waarbij zij door militaire gevangenisstraf wordt vervangen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Justitie, van Landsverdediging en van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen Naam, door Onze Ministers van Justitie, van Landsverdediging en van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid bij de Wetgevende Kamers ingediend worden.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1, 8, 9, 11, 12, 13, 23, 24, 25, 26, 28, 30, 33, 34, 37, 42, 46, 47, 50, 56, 58^{bis} eerste lid, en 59 van het Militair Strafwetboek van 27 Mei 1870, worden door onderstaande beschikkingen vervangen :

« EERSTE ARTIKEL. — De militaire straffen zijn :

» In lijfstraffelijke zaken, de dood met den kogel ;

» En matière correctionnelle : l'emprisonnement militaire;

» En matière criminelle et correctionnelle : la dégradation militaire; la destitution. »

« ART. 8. — L'emprisonnement militaire s'applique aux sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats.

» Il emporte pour les sous-officiers, caporaux et brigadiers la privation de leur grade. »

« ART. 9. — La durée de l'emprisonnement militaire est d'un mois au moins et de trois ans au plus.

» Les condamnés à l'emprisonnement militaire subiront leurs peines dans les prisons déterminées par le Gouvernement et seront soumis au même régime que les condamnés à l'emprisonnement correctionnel. »

« ART. 11. — Lorsque plusieurs délits punis de l'emprisonnement concourent avec un ou plusieurs délits punis de l'emprisonnement militaire, cette dernière peine ne sera prononcée que si la durée des peines d'emprisonnement cumulées n'excède pas dix années, et, dans ce cas, elle ne pourra être prononcée que pour le temps qui complète ce terme. »

« ART. 12. — En cas de concours de plusieurs délits punis de l'emprisonnement militaire, les peines seront cumulées sans qu'elles puissent excéder le double du maximum de la peine la plus forte. »

« ART. 13. — La durée de l'emprisonnement et celle de l'emprisonnement militaire subis par le condamné ne compteront pas comme temps de service. »

» In boetstraffelijke zaken : de militaire gevangenisstraf;

» In lijf- en boetstraffelijke zaken : de militaire afstraffing; de afzetting. »

« ART. 8. — De militaire gevangenisstraf is toepasselijk op de onderofficieren, korporaals, brigadiers en soldaten.

» Voor de onderofficieren, korporaals en brigadiers heeft zij de berooving van hunnen graad ten gevolge. »

« ART. 9. — De duur der militaire gevangenisstraf bedraagt ten minste ééne maand en ten hoogste drie jaar.

» De veroordeelden tot militaire gevangenisstraf moeten hunne straf ondergaan in de door de Regeering aangewezen gevangenschappen en zijn aan hetzelfde regime onderworpen als zij die tot boetstraffelijke gevangenis verwezen zijn. »

« ART. 11. — Wanneer verschillende met gevangenis gestrafte misdrijven samenvallen met één of meer met militaire gevangenis gestrafte misdrijven, dan wordt deze laatste straf niet uitgesproken dan als de gevangenisstraffen bijeen niet meer dan tien jaar bedragen, en, in dit geval, mag zij alleen uitgesproken worden voor den tijd om dezen termijn aan te vullen. »

« ART. 12. — Ingeval er verschillende met militaire gevangenis gestrafte misdrijven samenvallen, worden de straffen bijeen gevoegd, zonder dat zij het dubbel van het maximum der zwaarste straf mogen overtreffen. »

« ART. 13. — De door den veroordeelde uitgedane gevangenisstraf en militaire gevangenisstraf tellen niet als dienstdtijd. »

« ART. 23. — Le militaire qui, étant en faction ou en vedette, aura abandonné son poste sans avoir rempli sa consigne, sera puni d'un emprisonnement militaire d'un mois à un an.

» En temps de guerre et à l'armée active, il sera condamné à un emprisonnement de deux ans à cinq ans.

« Le coupable sera puni de mort, s'il était en présence de l'ennemi. »

« ART. 24. — Tout militaire qui, étant en faction ou en vedette, aura été trouvé ivre ou endormi, sera puni :

» D'un emprisonnement militaire de trois mois à trois ans, s'il se trouvait en présence de l'ennemi;

» D'un emprisonnement militaire d'un mois à un an si, hors le cas prévu par l'alinéa précédent, le fait a eu lieu en temps de guerre et à l'armée active;

» D'une peine disciplinaire, dans tous les autres cas. »

« ART. 25. — Le militaire qui, sans être en faction, aura abandonné son poste, sera puni d'un emprisonnement militaire de trois mois à trois ans, si le fait a eu lieu en temps de guerre et à l'armée active; d'une peine disciplinaire dans les autres cas.

» Si le coupable est chef de poste, le maximum de la peine lui sera appliqué.

» S'il est officier, il sera condamné à la destitution en temps de guerre, et puni disciplinairement en temps de paix.

» Le coupable, quel qu'il soit, sera puni de mort s'il était en présence de l'ennemi. »

« ART. 23. — De militair die, te voet of te paard, op schildwacht staande, zijnen post verlaat, zonder zijn wachtorder te hebben uitgevoerd, wordt gestraft met ééne maand tot één jaar militaire gevangenis.

» In oorlogstijd en bij het werkdadig leger wordt hij gestraft met twee tot vijf jaar gevangenis.

» De schuldige wordt met den dood gestraft, indien hij tegenover den vijand stond. »

« ART. 24. — Ieder militair die te voet of te paard, op schildwacht staande, dronken of slapende gevonden wordt, wordt gestraft :

» Met drie maanden tot drie jaar gevangenis, indien hij tegenover den vijand stond;

» Met ééne maand tot één jaar militaire gevangenis indien, buiten het bij voorgaand lid voorziene geval, het feit zich heeft voorgedaan in oorlogstijd en bij het werkdadig leger;

» Met eene tuchtstraf in al de andere gevallen. »

« ART. 25. — De militair die, zonder op schildwacht te staan, zijnen post heeft verlaten, wordt gestraft met drie maanden of drie jaar militaire gevangenis, indien het feit zich heeft voorgedaan in oorlogstijd en bij het werkdadig leger; met eene tuchtstraf in al de andere gevallen;

» Is de schuldige postoverste, dan wordt de zwaarste straf toegepast;

» Is hij officier, dan wordt hij, in oorlogstijd, veroordeeld tot afzetting, en, in vreedstijd, met eenen tuchtmaatregel gestraft. »

» Stond hij tegenover den vijand, dan wordt de schuldige, wie hij ook wezen moge, met den dood gestraft. »

« ART. 26. — Tout militaire qui, en temps de guerre, ne se sera pas rendu à son poste en cas d'alerte ou lorsque la générale aura été battue, sera puni d'un emprisonnement militaire de deux mois à deux ans;

» S'il est officier, il sera condamné à la destitution. »

« ART. 28. — Le militaire qui refusera d'obéir aux ordres de son supérieur ou s'abstiendra à dessin de les exécuter, lorsqu'il est commandé pour un service, sera puni de destitution, s'il est officier; de l'emprisonnement militaire de trois mois à trois ans, s'il est sous-officier, caporal, brigadier ou soldat.

» En temps de guerre et à l'armée active, l'officier sera puni de la détention de cinq ans à dix ans; le sous-officier, caporal, brigadier ou soldat, de l'emprisonnement de deux ans à cinq ans.

» Si le fait a eu lieu en présence de l'ennemi, le coupable, quel qu'il soit, sera puni de mort. »

« ART. 30. — Si la révolte a eu lieu par suite d'un concert, elle sera punie, en temps de guerre, et à l'armée active, de la reclusion; en d'autres circonstances, de l'emprisonnement de deux ans à cinq ans.

» Si la révolte n'a pas été le résultat d'un concert, les coupables seront condamnés, en temps de guerre et à l'armée active, à l'emprisonnement de deux ans à cinq ans; en d'autres circonstances, à l'emprisonnement militaire de trois mois à trois ans.

» Dans tous les autres cas, le maximum de la peine sera appliqué aux instigateurs ou chefs de la révolte et aux sous-officiers, caporaux ou brigadiers qui y auront participé. »

« ART. 26. — Ieder militair die zich in oorlogstijd, in geval van alarm of als de generaalmarsch werd geslagen, niet naar zijnen post heeft begeven, wordt gestraft met twee maanden tot twee jaar militaire gevangenis;

» Is hij officier, dan wordt hij tot afzetting veroordeeld. »

« ART. 28. — De militair die weigert aan de bevelen van zijnen overste te gehoorzamen, of er zich met opzet van onthoudt die uit te voeren wanneer hij met een dienst is belast, wordt met afzetting gestraft indien hij officier is; met drie maanden tot drie jaar militaire gevangenis, indien hij onderofficier, korporaal, brigadier of soldaat is.

» In oorlogstijd en bij het werkdadig leger, wordt de officier gestraft met vijf tot tien jaar hechtenis; de onderofficier korporaal, brigadier of soldaat, met twee jaar tot vijf jaar gevangenisstraf.

» Werd de daad gepleegd tegenover den vijand, dan wordt de schuldige, wie hij ook wezen moge, met den dood gestraft. »

« ART. 30. — Werd de muiterij gepleegd ten gevolge van samenspanning, dan wordt zij, in oorlogstijd en bij het werkdadig leger, gestraft met opsluiting; in andere omstandigheden met twee jaar tot vijf jaar gevangenis.

» Was de muiterij geen gevolg van samenspanning, dan worden de schuldigen, in oorlogstijd en bij het werkdadig leger, veroordeeld tot gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar; in andere omstandigheden, tot militaire gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaar.

» In alle andere gevallen, wordt de zwaarste straf opgelegd aan de aanhitters of voormannen der muiterij, en op de onderofficieren, korporaa's of brigadiers die er hebben aan deel genomen. »

« ART. 33. — Tout militaire coupable de violences envers une sentinelle sera puni de la destitution s'il est officier; de l'emprisonnement militaire de deux mois à deux ans s'il est sous-officier, caporal, brigadier ou soldat.

» Dans le cas prévu par l'article 399 du code pénal ordinaire, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et, en outre, s'il est officier, de la destitution.

» Il sera condamné à la réclusion dans le cas prévu par l'article 400, et aux travaux forcés de dix ans à quinze ans dans le cas prévu par l'article 401 du dit code. »

« ART. 34. — Les violences commises par un militaire envers son supérieur seront punies de la destitution, si le coupable est officier.

» Lorsque le coupable est d'un grade inférieur à celui d'officier, il sera condamné à l'emprisonnement militaire de trois mois à trois ans, si les violences ont été commises pendant le service ou à l'occasion du service; de deux mois à deux ans, si elles ont été commises en toute autre circonstance. »

« ART. 37. — Le coupable condamné à l'emprisonnement, en vertu de l'article 35, sera puni, en outre, de la destitution, s'il est officier. »

« ART. 42. — Tout militaire qui aura outragé son supérieur sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois, s'il est officier; et de l'emprisonnement militaire d'un mois à six mois, s'il n'est pas officier.

» Lorsque l'outrage a eu lieu pendant

« ART. 33. — Ieder militair, schuldig aan gewelddaden tegen eenen schildwacht, wordt gestraft met afzetting, indien hij officier is; met twee maanden tot twee jaar militaire gevangenis, indien hij onderofficier, korporaal, brigadier of soldaat is.

» In het bij artikel 399 van het gewoon Strafwetboek voorziene geval, wordt de schuldige gestraft met zes maanden tot drie jaar gevangenis, en daarenboven, indien hij officier is, met afzetting.

» In het bij artikel 400 voorziene geval, wordt hij veroordeeld tot opsluiting, en in het bij artikel 401 van hooger vermeld Wetboek voorziene geval, tot dwangarbeid van tien tot vijftien jaar. »

« ART. 34. — Gewelddaden vanwege een militair tegen zijnen overste worden gestraft met afzetting indien de schuldige officier is.

» Heeft de schuldige een lageren graad dan dien van officier, dan wordt hij gestraft met drie maanden tot drie jaar militaire gevangenis, indien de gewelddaden werden gepleegd onder den dienst of naar aanleiding van den dienst; met twee maanden tot twee jaar, indien zij in alle andere omstandigheid gepleegd werden. »

« ART. 37. — De krachtens artikel 35 tot gevangenisstraf veroordeelde schuldige wordt bovendien met afzetting gestraft indien hij officier is. »

« ART. 42. — Ieder militair die zijnen overste heeft beledigd wordt gestraft met ééne maand tot zes maanden gevangenis, indien hij officier is; en met ééne maand tot zes maanden militair gevangenis indien hij geen officier is.

» Werd de smaad toegebracht onder

le service ou à l'occasion du service, le coupable sera condamné, s'il est officier, à un emprisonnement de deux mois à deux ans ou même à la destitution; et s'il n'a pas ce grade, à l'emprisonnement militaire de deux mois à deux ans. »

« ART. 46. — Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat coupable de désertion en temps de paix sera puni de l'emprisonnement militaire de deux mois à deux ans. »

« ART. 47. — La durée de l'emprisonnement militaire sera de trois mois à trois ans :

» Si le coupable a déjà antérieurement été condamné pour désertion;

» S'il a déserté de concert avec un camarade;

» S'il a emporté son arme à feu ou emmené son cheval;

» S'il faisait partie d'une patrouille, d'une garde, d'un poste ou de tout autre service armé au moment de la désertion;

» S'il a franchi les limites du territoire belge;

» S'il a fait usage d'un congé ou permission contrefait ou falsifié;

» Si la désertion a duré plus de six mois. »

« ART. 50. — Le chef du complot sera puni, en temps de paix, d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans; en temps de guerre, il sera condamné à la réclusion.

» Les autres coupables seront punis en temps de paix, de l'emprisonnement militaire de trois mois à trois ans; en

den dienst of naar aanleiding van den dienst, dan wordt de schuldige veroordeeld, indien hij officier is, tot gevangenisstraf van twee maanden tot twee jaar of zelfs tot afzetting; en heeft hij dien graad niet, tot militaire gevangenisstraf van twee maanden tot twee jaar. »

« ART. 46. — Ieder onderofficier, korporaal, brigadier of soldaat, schuldig aan desertie in vreedstijd, wordt gestraft met twee maanden tot twee jaar militaire gevangenis. »

« ART. 47. — De militaire gevangenisstraf bedraagt van drie maanden tot drie jaar :

» Indien de schuldige reeds vroeger wegens desertie werd veroordeeld;

» Indien hij in overleg met eenen makker is gedeserteerd;

» Indien hij zijn vuurwapen of zijn paard heeft medegenomen;

» Indien hij op 't oogenblik der desertie deel uitmaakte van eene patrouille, eene wacht, eenen post of om 't even welken anderen gewapenden dienst;

» Indien hij de grenzen van het Belgisch grondgebied is overgetrokken;

» Indien hij zich van een nageмаакten of vervalschten verlof- of permissiebrief heeft bediend;

» Indien de desertie langer dan zes maanden heeft geduurd. »

« ART. 50. — Het hoofd der samenspanning wordt in vreedstijd gestraft met twee jaar tot vijf jaar gevangenis; in oorlogstijd, wordt hij tot opsluiting veroordeeld.

» De andere schuldigen worden in vreedstijd gestraft met drie maanden tot drie jaar gevangenis; in oorlogstijd

temps de guerre, ils seront condamnés à un emprisonnement de deux ans à cinq ans. »

« ART. 56. — Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat qui aura vendu, donné, échangé, mis en gage, détruit ou dissipé d'une manière quelconque ses effets d'habillement, d'équipement ou d'armement, sera puni d'un emprisonnement militaire d'un mois à un an. ».

« ART. 58^{bis}, alinéa 1. — Tout militaire qui, condamné en temps de guerre à deux ans au moins d'emprisonnement ou à un an d'emprisonnement militaire, pour une infraction prévue aux chapitres III, IV, V ou VI du présent code ou par l'arrêté-loi du 13 novembre 1915 sur les mutilations volontaires, aura commis, pendant la même guerre, une infraction prévue aux articles 23 à 26, 28 et 30, alinéa 2; 33, alinéa 1^{er}; 34, 38, 48 ou 50, alinéa 2, pourra être condamné à la détention de dix ans à quinze ans. S'il commet une infraction prévue aux articles 30, alinéa 1^{er}; 33, alinéas 2 et 3; 35, 36 et 50, alinéa 1^{er}, ou 51, ou par l'arrêté-loi du 13 novembre 1915, il pourra être condamné aux travaux forcés de dix ans à quinze ans. »

« ART. 59. — Lorsqu'il existe des circonstances atténuantes :

» La peine de mort, portée par les articles 17, 19 à 21, 31 et 52, sera remplacée par la détention à perpétuité ou à temps.

» La peine de mort, portée par les articles 23, 25 et 28, sera remplacée soit par la détention, soit par l'emprisonnement correctionnel.

worden zij verwezen tot gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar. »

« ART. 56. — Ieder onderofficier, korporaal, brigadier of soldaat, die zijne kleedings-, uitrustings- of bewapeningsstukken verkoopt, weggeeft, verwisselt, verpandt of onverschillig hoe verkwist, wordt gestraft met ééne maand tot één jaar gevangenis. »

« ART. 58^{bis}, eerste lid. — Ieder in oorlogstijd tot ten minste twee jaar gevangenisstraf of tot een jaar militaire gevangenisstraf veroordeeld militair, wegens een misdrijf voorzien bij hoofdstukken III, IV, V of VI van onderhavig wetboek, of bij de besluit-wet van 13^e November 1915 op de vrijwillige verminkingen, en die, onder denzelfden oorlog, een misdrijf begaat voorzien bij artikelen 23 tot 26, 28 en 30 tweede lid; 33, eerste lid; 34, 38, 48 of 50, tweede lid, kan veroordeeld worden tot hechtenis van twee tot vijftien jaar. Maakt hij zich schuldig aan een misdrijf, voorzien bij artikelen 30, eerste lid; 33, 2^e en 3^e leden, 35, 36 en 50, eerste lid, of 51, of bij de besluit-wet van 13^e November 1915, dan kan hij veroordeeld worden tot dwangarbeid, van tien jaar tot vijftien jaar. »

« ART. 59. — Bestaan er verzachtende omstandigheden dan wordt :

» De doodstraf, voorzien bij artikelen 17, 19 tot 21, 31 tot 52, vervangen door levenslange of tijdelijke hechtenis.

» De doodstraf, voorzien bij artikelen 23, 25 en 28, vervangen hetzij door hechtenis, hetzij door boetstraf-felijke gevangenisstraf.

» La peine de détention, portée par les articles 28, 31 et 51, sera remplacée dans les deux premiers cas, par l'emprisonnement correctionnel, dans le troisième, soit par une détention de moindre durée, soit par l'emprisonnement correctionnel.

» La peine de réclusion portée par les articles 30, 50 et 51, sera remplacée par l'emprisonnement correctionnel.

» La dégradation militaire sera remplacée par la destitution, si le coupable est officier.

» La destitution sera remplacée par des peines disciplinaires, qui pourront être portées au quintuple du maximum fixé par le règlement de discipline.

» L'emprisonnement militaire sera remplacé, soit par un emprisonnement militaire de moindre durée, soit par des peines disciplinaires qui pourront être portées au double du maximum fixé par le règlement de discipline. »

ART. 2.

Les articles 10, 14 et 60 du Code pénal militaire sont abrogés.

ART. 3.

L'article 1, alinéa 1, de la loi du 31 mai 1888, établissant la libération conditionnelle, modifié par la loi du 19 août 1920, article 1, est remplacé par la disposition ci-après :

« ARTICLE PREMIER, alinéa 1^{er}. — Les condamnés, civils ou militaires, qui ont à subir une ou plusieurs peines de travaux forcés, de détention, de réclusion, d'emprisonnement principal ou subsidiaire, ou d'emprisonnement militaire, peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le

» In de twee eerste gevallen, dient de hechtenisstraf, voorzien bij artikelen 28, 31 en 51, vervangen door boetstraffelijke gevangenisstraf; in het derde geval, hetzij door hechtenis van korteren duur, hetzij door boetstraffelijke gevangenisstraf.

» De opsluiting, voorzien bij artikelen 30, 50 en 51, vervangen door boetstraffelijke gevangenisstraf;

» De militaire afstraffing, vervangen door afzetting, indien de schuldige officier is.

» De afzetting vervangen door tuchtsstraffen die kunnen ongeoerd worden tot vijfmaal het bij het tuchtreglement bepaald maximum.

» De militaire gevangenisstraf, vervangen hetzij door militaire gevangenisstraf van korteren duur, hetzij door tuchtstraffen die tot het dubbel van het bij het tuchtreglement bepaald maximum kunnen opgeoerd worden ».

ART. 2.

Artikelen 10, 14 en 60 van het militair strafwetboek worden ingetrokken.

ART. 3.

Artikel één, eerste lid der wet van 31^e Mei 1888, houdende invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling, en gewijzigd bij de wet van 19^e Augustus 1920, artikel één, wordt door de volgende beschikking vervangen :

« ARTIKEL ÉÉN, eerste lid. — De burgerlijke of militaire veroordeelden, die ééne of meer straffen moeten ondergaan van dwangarbeid, hechtenis, opsluiting, of hoofdzakelijke of vervangende gevangenisstraf, of militaire gevangenisstraf, kunnen voorwaardelijk vrijgesteld worden, wanneer zij het derde dezer straf-

tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois. »

ART. 4.

L'article 4 de la même loi, modifié par celle du 3 août 1899, article 1, et du 19 août, article 2, est modifié comme suit :

« ART. 4. — La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur. Toutefois ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à deux ans.

» Il sera de cinq ans au minimum si le libéré avait encouru dans le courant des cinq années antérieures à la date de sa dernière condamnation, soit une peine d'emprisonnement principal ou d'emprisonnement militaire de trois mois au moins, soit deux ou plusieurs peines d'emprisonnement principal ou d'emprisonnement militaire d'un mois au moins.

» Les condamnations considérées comme non avenues en vertu de l'article 9, paragraphe 2, de la présente loi, n'entrent pas en ligne de compte.

» S'il était constaté ultérieurement par un jugement ou un arrêt prononcé à sa charge et passé en force de chose jugée, que le condamné avait commis un crime ou un délit avant l'expiration du délai d'épreuve, la mise en liberté sera censée avoir été révoquée à la date à laquelle ce crime ou ce délit se trou-

VOULAIT AVOIR ÉTÉ COMMISSIONNÉ.

en hebben uitgedaan, op voorwaarde echter, dat zij reeds langer dan drie maanden hebben gevangengezeten ».

ART. 4.

Artikel 4 derzelfde wet, gewijzigd bij deze van 3^e Augustus 1899, artikel één, en van 19^e Augustus 1920, artikel 2, wordt gewijzigd als volgt :

« ART. 4. — De veroordeelde verkrijgt bepaalde invrijheidstelling, indien de herroeping niet is ingetreden vóór het verstrijken van eenen termijn ten minste gelijk aan het dubbel van den gevangenzittingstermijn die hem te doen overbleef op den datum waarop de invrijheidstelling te zijnen voordeele werd bevolen. Deze termijn moet echter in alle geval, ten minste twee jaar bedragen.

» Hij moet ten minste vijf jaar bedragen, indien de vrijgestelde, in den loop der vijf jaren vóór den datum zijner laatste veroordeeling, verwezen werd, hetzij tot hoofdzakelijke gevangenisstraf of militaire gevangenisstraf van minstens drie jaar, hetzij tot twee of meer hoofdzakelijke gevangenisstraffen of militaire gevangenisstraffen van ten minste ééne maand.

» De krachtens artikel 9, paragraaf 2, van onderhavige wet, als niet bestaand beschouwde veroordeelingen, komen niet in aanmerking.

» Werd er later bij een te zijnen laste, in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, bevonden dat de veroordeelde, vóór het verstrijken van den proeftijd, eene misdaad of een misdrijf had gedaan, dan wordt de invrijheidstelling aangezien als herroepen van af den datum waarop die misdaad of dit misdrijf werd gepleegd. »

ART. 5.

L'article 5, alinéa dernier, de la même loi, article 3, modifié par la loi du 19 août 1920, est abrogé.

ART. 6.

L'article 34 de la loi du 15 juin 1899 modifié par l'article 3 de l'arrêté-loi du 14 septembre 1918, est remplacé par la disposition ci-après :

« Les dispositions énoncées dans l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, instituant la libération conditionnelle, sont rendues applicables aux infractions commises par les personnes qui appartiennent à l'armée ou qui sont justiciables de la juridiction militaire.

» Le sursis peut, toutefois, être accordé même lorsque l'emprisonnement à subir dépasse six mois, si cet emprisonnement a été prononcé en vertu du Code pénal militaire ou de l'arrêté-loi du 13 novembre 1915.

» Il peut être accordé pour l'emprisonnement militaire, quelle que soit sa durée.

» Ces dispositions ne s'appliquent en aucun cas à la peine militaire de la destitution.

» Nonobstant le sursis accordé, la condamnation à l'emprisonnement militaire emporte pour les sous-officiers, caporaux et brigadiers, la privation de leur grade. »

ART. 7.

L'article 21, 8°, des lois électorales des 12 avril 1894 et 28 juin 1894 est modifié comme suit :

« 8° Ceux qui ont été condamnés à

ART. 5.

Artikel 5, laatste lid, van dezelfde wet, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 19^e Augustus 1920, wordt ingetrokken.

ART. 6.

Artikel 34 der wet van 15^e Juni 1899, gewijzigd bij artikel 3 der besluit-wet van 14^e September 1918, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De beschikkingen van artikel 9 der wet van 31^e Mei 1888, ter invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling, worden toepasselijk gemaakt op de overtredingen, begaan door personen die tot het leger behoren, of aan de militaire rechtsmacht onderworpen zijn.

» Het uitstel kan echter verleend worden, zelfs wanneer de gevangenisstraf zes maanden te boven gaat, indien deze gevangenisstraf uitgesproken werd krachtens het militaire strafwetboek of de besluit-wet van 13^e November 1915.

» Het mag verleend worden voor de militaire gevangenisstraffen om 't even van welken duur.

» Deze beschikkingen zijn in geen geval toepasselijk op de militaire afzetting.

» Niettegenstaande het verleende uitstel, heeft de veroordeeling tot militaire gevangenisstraf, voor de onderofficieren, korporaals en brigadiers, berooving van hunnen graad ten gevolge. »

ART. 7.

Artikel 21, 8°, der kieswetten van 21^e April 1894 en 28^e Juni 1894, wordt gewijzigd als volgt :

« 8° Zij die veroordeeld werden tot

l'incorporation dans une compagnie de correction ou à l'emprisonnement militaire.

» L'incapacité cesse dix ans après la condamnation. »

ART. 8.

Les peines d'incorporation dans une compagnie de correction, prononcées avant la mise en vigueur de la présente loi, et qui restent à subir en tout ou en partie, sont remplacées par un emprisonnement militaire dont la durée sera réduite au quart.

Donné à Bruxelles, le 12 février 1923.

inlijving bij eene boetcompagnie of tot militaire gevangenisstraf.

» De onbekwaamheid houdt op tien jaar na de veroordeeling. »

ART. 8.

De straffen van inlijving bij eene boetcompagnie, uitgesproken vóór het invoeren van onderhavige wet, en die nog geheel of gedeeltelijk te boeten blijven, worden vervangen door militaire gevangenisstraf waarvan de duur tot het vierde dient verminderd.

Gegeven te Brussel, den 12ⁿ Februari 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

FULG. MASSON.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*

ALBERT DEVÈZE.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

PAUL BERRYER.